

Zimbabwe

La dépouille de Mugabe rapatriée pour ses funérailles nationales

AFP  
Harare/Zimbabwe

LA dépouille de l'ex-président Robert Mugabe a été rapatriée mercredi au Zimbabwe pour des obsèques nationales qui, malgré l'héritage très controversé de ses trente-sept ans de règne absolu, doivent réunir nombre de dirigeants d'Afrique et d'ailleurs. Le "héros" de l'indépendance de l'ancienne colonie britannique devenu tyran s'est éteint vendredi à l'âge de 95 ans dans un hôpital de luxe de Singapour où il venait se faire soigner depuis des années.

A la tête du Zimbabwe depuis 1980, le "camarade Bob", ainsi que le désignaient les membres de son parti, a été écarté du pouvoir fin 2017 par un coup de force de l'armée, qui a installé son ancien vice-président Emmerson Mnangagwa dans son fauteuil.

Il a laissé derrière lui un pays meurtri par la répression et ruiné par une interminable crise économique et financière.

En provenance de Singapour, l'avion spécial transportant le corps du défunt chef de l'Etat s'est posé dans l'après-midi à l'aéroport de la capitale Harare, qui porte son nom.

Recouvert du drapeau zimbabwéen, le cercueil a été extrait de l'appareil et porté par des soldats jusqu'à une tribune où se trouvaient le successeur de Robert Mugabe, Emmerson Mnangagwa, et sa veuve Grace Mugabe, toute de noir vêtue.

Devant la famille et les proches du disparu, le gouvernement et quelques milliers de personnes regroupées sur le tarmac, le chef de l'Etat a pris la pa-



Photo : AFP

La dépouille de Robert Mugabe

role pour rendre hommage au "père fondateur de la nation, une icône du panafricanisme".

"La lumière qui nous a conduits à l'indépendance n'est plus mais son oeuvre, ses idées continueront à guider cette Nation", a-t-il ajouté.

- Hommage public - Le cercueil de l'ancien chef de l'Etat, a ensuite été transporté jusqu'à sa fameuse résidence du "Toit bleu", pour un premier hommage public.

Jeudi, sa dépouille doit être exposée au stade Rufaro, dans la banlieue de Harare, "pour permettre à la population de tout le pays de rendre hommage à l'illustre héros de la guerre de libération", selon la ministre de l'Information Monica Mutsvangwa.

C'est dans ce stade que Robert Mugabe avait, le 18 avril 1980, pris les rênes de l'ancienne Rhodésie sous domination britannique des mains de son ancien dirigeant blanc Ian Smith.

Ce jour-là, il avait dévoilé le nouveau drapeau du Zimbabwe et allumé symboliquement une "flamme de l'indépendance".

Puis jeudi après-midi, le corps doit être conduit dans le village de Zvimba, à une centaine de kilomètres de la capitale, où l'ex-président possédait une maison.

"Nous sommes très tristes, nous avons perdu notre plus grand soutien", a confié mercredi un des habitants du village, Mike Khutama, 72 ans. "Il a passé sa vie à

s'assurer que, nous les villageois et le reste du pays, ayons une vie confortable". Les funérailles officielles de celui qui, dès sa mort, a été proclamé "héros national" par M. Mnangagwa auront lieu samedi matin dans l'immense stade national des sports de Harare, qui peut accueillir 60.000 personnes.

Le gratin des chefs d'Etat africains, en fonction ou à la retraite, devait se presser à cette cérémonie, ainsi que les dirigeants de grands

pays "amis" tels que la Chine ou Cuba.

- Tractations - En tête des personnalités attendues figurent le président chinois Xi Jinping, l'ex président cubain Raul Castro, les présidents sud-africain Cyril Ramaphosa, nigérian Mohammedu Buhari ou de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi. L'enterrement est prévu dimanche, à un endroit qui fait toujours l'objet d'intenses tractations entre les autorités et la famille.

Par son statut de "héros national", Robert Mugabe devrait être inhumé au coeur du "Champ des héros de la Nation", un monument construit en lisière de la capitale pour accueillir les "combattants de la guerre de libération" les plus illustres.

Mais l'entourage de Robert Mugabe et les chefs traditionnels s'y opposent, qui plaident que le défunt avait exprimé le voeu d'être inhumé dans le village de Zvimba, où il possédait une maison.

"La décision revient à la famille et aux chefs traditionnels", a répété mercredi à l'AFP un de ses neveux, Leo Mugabe. "Les chefs traditionnels ont probablement décidé mais ils ne m'ont encore rien dit", a-t-il ajouté.

Depuis la chute de Robert Mugabe, les relations de l'ex-président et de sa famille avec son successeur Emmerson Mnangagwa, qu'il a qualifié de "traître", sont notoirement mauvaises.

En novembre 2017, l'armée l'avait poussé vers la sortie après sa décision de limoger M. Mnangagwa sur l'insistance de son épouse, Grace, qui convoitait alors de plus en plus ouvertement la succession de son nonagénaire de mari.

ONU/Sanctions

Appel africain à lever les sanctions contre le Soudan

AFP  
New-York/Etats-Unis

LES trois membres africains non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et la Guinée équatoriale, ont réclamé mardi la levée des sanctions pesant contre le Soudan, notamment son inscription dans certains Etats comme un pays soutenant le terrorisme.

Dans une déclaration commune, ces trois membres, ainsi que la représentation de l'Union africaine auprès de l'ONU, rappellent que le Conseil Paix et Sécurité de

l'UA a déjà levé ses sanctions contre le Soudan, au vu des développements positifs dans ce pays.

Il s'agit maintenant de suivre ce mouvement, "en appelant tous les pays concernés à lever leurs sanctions contre le Soudan", souligne la déclaration des trois membres du Conseil de sécurité. Cette levée doit inclure son retrait de "la liste des pays soutenant le terrorisme", ajoutent-ils en allusion à celle établie par les Etats-Unis.

Au sein des Nations unies, un régime général de sanctions est en vigueur depuis 2005. Il se traduit notamment par un embargo sur



Photo : AFP

L'UA soutient le Soudan.

les armes et des mesures individuelles (interdiction de voyager et gel d'avoirs). "Nous exhortons le nouveau gouvernement soudanais à respecter et à appliquer scrupuleusement les dispositions de la feuille de route" pour une transition pacifique, indiquent aussi dans leur déclaration les trois pays africains.

L'objectif est d'"organiser des élections législatives et présidentielle libres, équitables et transparentes afin de créer les conditions d'une transition pacifique garantissant une paix et une stabilité durables au Soudan", rappellent-ils.